



**PREMIÈRE
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Communication

Paris, le 27 novembre 2023

Discours de Mme Élisabeth BORNE, Première ministre

Présentation de la Stratégie nationale biodiversité 2030

Paris

Lundi 27 novembre 2023

Seul le prononcé fait foi.

Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les parlementaires et les élus,
Mesdames et Messieurs,

Quand les ministres Christophe BECHU et Sarah EL-HAÏRY m'ont proposé de me joindre à vous ce matin, à l'occasion de cette présentation de la Stratégie nationale biodiversité, je n'ai pas hésité.

Je n'ai pas hésité parce que l'enjeu est majeur – j'y reviendrai.

Parce que les solutions sont profondément interministérielles et que c'est ensemble, que nous pourrons répondre au défi de la biodiversité.

Enfin, parce que c'est un sujet qui me tient à cœur, pour lequel nous portons des mesures fortes. J'avais déjà eu l'occasion de présenter les axes de notre stratégie au Conseil national de la transition écologique, en juillet dernier.

Alors, même si je ne peux malheureusement pas rester avec vous toute la matinée, je tenais à me joindre à vous et à vous dire quelques mots.

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, nous sommes réunis autour d'un constat grave : 25 % des espèces sont menacées d'extinction.

Rien que sur ces 30 dernières années, un quart des oiseaux communs a disparu.

Le déclin des insectes est extrêmement préoccupant.

La situation s'accélère et un million d'espèces animales et végétales pourraient disparaître dans les prochaines décennies.

L'effondrement de la biodiversité est si fort, si rapide, si généralisé qu'une sixième extinction menace.

Chacun parmi vous le sait, la disparition de la biodiversité n'est pas seulement une affaire de spécialistes, de scientifiques ou de militants.

C'est un danger pour notre capacité à nous nourrir.

Un risque économique majeur pour des secteurs entiers, notamment l'agriculture.

Une menace pour la qualité de l'eau, pour notre qualité de vie, pour notre santé.

C'est une chaîne continue, et la disparition d'une espèce provoque bien souvent celle de plusieurs autres.

La protection des espaces naturels est aussi un enjeu majeur pour notre capacité à nous protéger face aux événements climatiques exceptionnels, comme les inondations.

En un mot, l'effondrement de la biodiversité est une menace existentielle pour nos sociétés. Nous devons l'endiguer rapidement et inverser la tendance fortement.

Ce combat, avec mon Gouvernement, je suis déterminée à le mener. La biodiversité est un des piliers de la planification écologique.

Alors, je le sais, certains, toujours prêts à ne rien faire, nous diront que ce n'est pas la France seule qui pourra changer les choses.

C'est faux, nous avons une responsabilité forte.

D'abord, parce que nous devons toutes et tous prendre notre part, sans tenter de nous défaire sur les autres.

Je le dis pour des raisons écologiques, bien sûr. Mais aussi dans notre intérêt pour notre santé, notre économie, notre alimentation : je l'évoquais à l'instant.

Ensuite, parce que nous avons un patrimoine naturel exceptionnel dans notre pays, et de notre seule mobilisation dépend la survie de plusieurs dizaines de milliers d'espèces.

Enfin, nous avons une responsabilité majeure, parce que nous devons être en première ligne pour mobiliser la communauté internationale et aider à construire des réponses globales.

Depuis 2017, nous avons pris des mesures fortes.

Comme le Président de la République s'y était engagé, les aires protégées représentent désormais 30% de notre territoire. Elles sont des refuges essentiels pour la biodiversité.

Nous sommes en première ligne, aussi, au plan diplomatique en défendant l'accord historique de Kunming-Montréal à la COP 15 en décembre dernier puis, en mars, le traité international pour la protection de la haute mer et de la biodiversité marine.

Nous avons désormais des objectifs mondiaux clairs et identifiés : protéger 30% des mers et 30% des terres.

Nous continuons à porter cette dynamique. Je pense notamment au One Planet Polar Summit qui s'est tenu à Paris il y a un mois.

Mesdames et Messieurs,

Malgré ces avancées, nous devons aller plus loin.

Nous devons d'abord protéger plus d'espaces et restaurer les habitats dégradés.

Nous avons déjà atteint les objectifs de Kunming-Montréal. Alors, le Président de la République a fixé la barre plus haut encore : placer 10% de notre territoire sous protection forte d'ici 2030.

Pour y parvenir, nous agissons de concert avec les collectivités. Je vous confirme également que nous envisageons de créer un douzième parc national, dédié aux zones humides. Nous y travaillons actuellement avec les acteurs locaux.

Je sais l'importance de ces parcs nationaux pour protéger la biodiversité. J'avais moi-même créé le Parc National de forêts, en 2019, en tant que ministre de la Transition écologique.

Nous voulons avancer, également, pour la restauration des sols.

C'est le sens de l'engagement du Président de la République de planter 1 milliard d'arbres en dix ans. C'est encore ce que permettront les 50 000 kilomètres de haies que nous plantons à travers le territoire, ou encore nos actions de restauration des zones humides.

Nous devons ensuite veiller à faire baisser les pressions qui s'exercent sur la biodiversité.

Je connais bien la sensibilité de cette question. Et je crois fermement qu'il n'y a pas d'opposition entre transition écologique, développement des territoires et croissance économique – au contraire.

Nous avons donc choisi de bâtir notre stratégie en lien étroit avec les collectivités, les professionnels de chaque secteur, les spécialistes et les acteurs de la société civile.

Dans chaque domaine, c'est ensemble que nous avons fixé nos objectifs avec en tête un même principe : la radicalité des résultats sans la brutalité des mesures.

C'est aussi notre ambition, avec le plan « EcoPhyto 2030 », pour réduire l'impact des produits phytosanitaires.

C'est ce que nous proposons avec nos objectifs de sobriété foncière. L'objectif du zéro artificialisation nette d'ici 2050 est ambitieux mais nécessaire. Et avec les collectivités, nous avons adapté notre dispositif pour qu'il réponde mieux à leurs besoins.

Nous agissons aussi contre la déforestation importée, qui est un enjeu majeur à la fois de biodiversité et dans la lutte contre le dérèglement climatique. De nouvelles obligations ont été décidées et nous créerons un service de contrôle pour s'assurer de leur respect.

J'ajoute que la question des plastiques est décisive, alors qu'ils peuvent être destructeurs pour des espèces. Beaucoup de choses ont été faites, notamment l'interdiction progressive des plastiques à usage unique. Nous continuons et je connais tout l'engagement de Christophe BECHU dans les négociations pour un traité international sur le plastique.

Mesdames et Messieurs,

Nous avons une stratégie, et je sais la détermination de tout mon Gouvernement, et notamment Christophe BECHU et Sarah EL-HAÏRY pour la mettre en œuvre.

Mais pour que ce plan soit efficace et porte pleinement ses fruits, nous avons encore besoin de trois éléments.

D'abord, des moyens à la hauteur des enjeux. Et ils seront au rendez-vous.

Ainsi, l'année prochaine, nous allons consacrer près d'un milliard d'euros à la biodiversité. C'est sans précédent. C'est le résultat d'une augmentation de plus de 250 millions d'euros des crédits consacrés à la biodiversité, mais aussi au Plan Eau, au Fonds friche ou au Fonds renaturation, pérennisés au sein du Fonds vert.

Ensuite, nous devons nous appuyer sur les territoires.

La transition écologique doit s'ancrer dans le quotidien des Français et dans les projets menés par les collectivités. Cela vaut particulièrement pour la préservation de la biodiversité. C'est précisément l'un des objectifs des COP territoriales, lancées par les ministres.

Enfin, pour réussir, nous avons besoin de la mobilisation de tous nos concitoyens, et en particulier de notre jeunesse. Je sais que c'est un sujet qui vous tient à cœur, chère Sarah EL-HAÏRY.

Notre jeunesse regorge d'idées et veut s'investir. Nous allons donc lui permettre de le faire, notamment en proposant d'ici 2030, 10 000 services civiques pour la transition écologique, contre 500 seulement aujourd'hui.

Nous pensons aussi que la conscience écologique naît dès l'école. Pour sensibiliser les plus jeunes, nous voulons donc ouvrir 20 000 aires éducatives d'ici 2030, contre 1 000 aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs,

L'effondrement du vivant est un péril grave.

Nous sommes déterminés à agir pour l'éviter.

Déterminés à préserver les espèces et restaurer notre biodiversité.

Merci à toutes et tous pour votre engagement !

Je vous souhaite d'excellents travaux tout au long de la matinée et je vais céder la parole à Christophe BECHU.